



*Rio Doce - Rejets industriels - Belgo Mineira  
Vue d'avion - (Doc.. Françoise METEYER).*

Françoise METEYER

## L'adaptation du système français des Agences de l'Eau au Brésil et au Venezuela

"Viva a Agua" : "Vive l'Eau, c'est le sang de la terre". Ainsi s'intitulait l'exposition réalisée par la coopération technique française<sup>(1)</sup> à Rio pendant la conférence sur l'Environnement et le Développement. Cette exposition présentait plusieurs projets de coopération technique en cours dans le monde et plus particulièrement ceux du Brésil et du Venezuela.

Dans les deux pays avec lesquels nous avons travaillé, la situation institutionnelle et juridique concernant le secteur de l'eau est classique :

- dilution de la responsabilité administrative ;
- loi peu ou mal appliquée (les amendes délivrées aux industriels notamment sont trop faibles et deviennent simplement un élément du coût de production) ;
- manque de moyens financiers pour réaliser les investissements nécessaires dans les villes où pousse une urbanisation non contrôlée.

Au Brésil d'abord, en 1989, puis au Venezuela, l'année suivante, les autorités fédérales souhaitant mettre en œuvre une politique de gestion des ressources en eau et ayant fait appel à la coopération française à titre de conseil, il fut décidé de "tester", en

vraie grandeur, ce que pourrait être une agence de l'eau, afin de voir dans quelles conditions l'adaptation du système français serait possible dans ces contextes physiques, politiques et institutionnels différents.

C'est à partir des résultats et des observations sur les bassins expérimentaux que des conclusions pourraient être tirées pour l'implantation d'un système national.

### LE PROJET RIO DOCE AU BRÉSIL<sup>(1)</sup>

Il porte sur le bassin d'un fleuve parcourant deux Etats brésiliens, le Minas Gerais et l'Espirito Santo, représentant 3.5 millions d'habitants, 83 400 km<sup>2</sup>, deux villes de 300 000 habitants. Les activités principales sont : la sidérurgie, l'extraction minière, la papeterie, la distillation d'alcool et de sucre, la silviculture et l'élevage et enfin quelques chercheurs d'or, ce qui rendait ce bassin assez exemplaire.

Réalisé en partenariat avec la Direction Nationale de l'Eau et de l'Energie Electrique (Ministère des Mines et de l'Energie) et les autorités responsables de l'Environnement des Etats, ce projet s'est déroulé sur deux ans en trois étapes :

- complément du réseau d'informations et des stations de suivi. Réalisation d'une banque de données informatisée sur les sources et les quantités de rejets permettant aussi de mesurer l'impact des mesures de dépollution ;
- élaboration d'un Schéma Directeur de dépollution ;
- simulation financière du schéma directeur et du système de taxes à mettre en œuvre à partir des principes pollueur et utilisateur-payeur.

A chaque étape, outre le travail d'un expert français permanent et celui de l'opérateur, de nombreuses missions ont été réalisées par des experts des Agences de l'Eau.

Cette action est aujourd'hui totalement réalisée et l'on dispose donc de :

- un observatoire du Bassin (Banques de données : hydrologie/hydraulique, qualité des eaux et sources de pollution) ;
- un plan directeur sélectionné par les politiques locaux parmi trois scénarios élaborés à l'aide du logiciel NOPOPU. Ce plan prévoit trois grandes lignes d'actions : vis-à-vis des rejets industriels ; pour la protection des sols

et la restauration des forêts ; pour l'approvisionnement et le traitement des eaux domestiques. Avec un pré-programme de 2 ans et trois programmes quinquennaux, son coût est de 1,8 milliards de US \$ ;

- un plan de financement prévoyant un apport de 51 % par les taux de redevance sur la pollution émise, le reste par des emprunts.

Les objectifs fixés, au départ de cette action de coopération, ont été totalement atteints :

- l'implication des acteurs locaux, timide au départ est aujourd'hui totale ;
- la première commission de bassin, celle du Rio Doce a été créée par décret du Ministère des Mines et de l'Energie le 3 mars 1993 ;
- un projet de loi sur l'eau reprenant les principes de gestion par bassin et celui de pollueur, utilisateur-payeur est en discussion au Congrès brésilien ;
- une demande de prêt auprès de la Banque Mondiale a été présentée par le Ministère des Mines et de l'Energie et par les Gouverneurs des deux Etats pour financer le plan directeur.

"L'effet d'exemplarité" du projet Rio Doce, a été très important tant au Brésil que sur le continent latino-américain. Au Brésil même, une nouvelle action est en cours sur le Bassin du Paraíba do Sul du même type que précédemment et des associations de bassin se sont créées dans tout le pays.

## LE PROJET PARAIBA DO SUL AU BRÉSIL<sup>(2)</sup>

Commencée début 1992, cette action de coopération concerne les trois Etats les plus puissants du Brésil : Rio de Janeiro, Minas Gerais et São Paulo. Le fleuve alimente la ville de Rio à 80 %, son bassin avec 55 400 km<sup>2</sup> et 4,5 millions d'habitants (prévision 2010 : 8,5 millions) concentre l'ensemble des facteurs de pollution du pays.

Les partenaires brésiliens du projet sont toujours le DNAEE au niveau fédéral et les trois gouvernements des Etats concernés mais aussi le CEIVAP, Comité de Bassin du Paraíba do Sul dont la composition est la même que celle des comités français mais qui, jusqu'alors, n'avait qu'un rôle de conseil et d'étude.

Le projet comporte trois phases un peu différentes de celles du Rio Doce, portant surtout sur l'organisation institutionnelle. Tout, d'abord la réalisation d'un tableau de bord, à partir des données disponibles, qui, fut présenté dans l'exposition "Viva a Agua". La phase en cours actuellement porte sur l'organisation du centre de gestion intégrée du bassin : l'observatoire du Bassin. La dernière étape : la mise en place des organismes de bassin, c'est-à-dire le comité et l'Agence de Bassin, a pris de l'avance ! Le 15 avril 1993, un décret du



Ministère des Mines et Energie instituait la Commission du Bassin du Paraíba do Sul. Il est notable que le texte du décret comme celui concernant le Rio Doce faisait référence à la coopération française.

C'est donc dans ce nouveau cadre que le projet va se poursuivre. Nul doute que de nouvelles commissions vont se créer. Le modèle français peut fort bien s'adapter au Brésil semble-t-il.

## LE PROJET LAGO DE VALENCIA AU VENEZUELA<sup>(3)</sup>

Dans ce deuxième pays, le choix du bassin pilote a été fait par le partenaire de coopération : le Ministère de l'Environnement et des Ressources Renouvelables. Le Lac de Valencia, 7 000 millions de m<sup>3</sup>, 348 km<sup>2</sup>, situé dans la deuxième région industrielle du pays est le débouché naturel des effluents des villes de Valencia (1 million d'habitants) et de Maracay (800 000) ainsi que des activités de production agro-alimentaire et métallique qui représentent 30 % de l'emploi industriel du pays.

Le bassin sur une superficie de 3 140 km<sup>2</sup> possède également 13 % des terres irriguées du pays. Le schéma du projet est le même que celui du Rio Doce qui a servi d'exemple, mais dans ce cas, un accent important a été mis sur la formation des futurs cadres gestionnaires des nouvelles structures.

Grâce au financement d'une fondation vénézuélienne FUNDAYACUCHO, une quinzaine de personnes ont suivi une formation diplômante à l'Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat et dans les Agences de l'Eau et quinze autres cadres viennent d'arriver à l'ENTPE pour 18 mois.

La Communauté Européenne, vivement intéressée par ce projet, dès le début, vient d'accepter de le cofinancer. Ce nouvel apport de ressources permettra de passer à la vitesse supérieure.

## EN CONCLUSION

L'exemplarité du projet Rio Doce, l'attirance des pays latino-américains pour les systèmes institutionnels français souvent plus proches de leurs réalités que les systèmes anglo-saxons, et un certain style de coopération/collaboration font qu'aujourd'hui les demandes de coopération se multiplient : un projet est initié cette année avec la Direction de l'Eau au Chili, le Mexique souhaite un projet sur le Rio Lerma et quelques rumeurs nous sont parvenues d'Argentine.

Nul doute que le réseau mondial des gestionnaires de bassin proposé par nos partenaires brésiliens du Rio Doce lors des manifestations sur l'eau à Rio en juin 1992 comptera de nombreux latinos.

## Françoise METEYER

Chargée de mission  
Amérique Centrale et du Sud  
Ministère de l'Équipement  
du Transport et du Tourisme  
Direction des Affaires  
Economiques et Internationales

(1) Le financement en a été assuré par les Ministères des Affaires Etrangères, de l'Équipement, du Logement et des Transports, le Fond Interministériel pour la Qualité de la Vie, la Direction du Trésor et la Caisse des Dépôts et Consignations. Réalisé par Béture-Setame. Contrepartie brésilienne : DNAEE.

(2) Une mission d'identification réalisée par la Direction de l'Eau du Ministère de l'Environnement et par Béture-Setame a défini les grandes lignes du projet qui a été financé par le Ministère des Affaires Etrangères, le FIQV, et la DAEI du Ministère de l'Équipement, qui a assuré la coordination ainsi que le suivi du projet dont l'opérateur est Béture-Setame.

La partie brésilienne du projet : matériel, experts locaux, laboratoires, etc. est financée par le DNAEE.

(3) Projet financé par le Ministère des Affaires Etrangères et la DAEI, par le MARN pour la partie vénézuélienne.